

Le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, face aux policiers

Le député de Seine-Saint-Denis avait été interpellé dans la nuit de mercredi à jeudi après une soirée confuse à son domicile, où des armes ont été retrouvées. Sa garde à vue a été levée jeudi soir.

Par Emmanuel Galiero et Paule Gonzalès

Publié hier à 20:27, Mis à jour hier à 20:39



Une dispute serait à l'origine de cette soirée confuse. LUDOVIC MARIN / AFP

« *Une affaire privée complexe.* » C'est ainsi que les professionnels de la justice et de la police préféreraient commenter l'affaire jeudi, alors que la garde à vue de Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI et député de Seine-Saint-Denis a été levée dans la soirée. L'enquête se poursuit en préliminaire.

Ce serait avant tout pour protéger l'homme de lui-même que les policiers auraient interpellé l'homme politique dans la nuit de mercredi à jeudi, vers une heure du matin. « *Les policiers ont reçu un appel de détresse de sa femme, qui avait peur pour lui. Il n'y avait aucune violence vis-à-vis d'elle* », tient à souligner cette source proche du dossier, jugeant que Jean-Christophe Lagarde serait sujet à « *un gros coup de mou* ». Hervé Marseille, membre de l'UDI et président du groupe Union centriste, a pu échanger avec Aude Lagarde, l'épouse de Jean-Christophe, qui a succédé à son mari à la tête de la mairie de Drancy lorsqu'il a été réélu aux législatives de juin 2017. Elle lui aurait confirmé une situation conjugale difficile, liée notamment à l'état de santé fragile de deux enfants de la famille, l'un d'eux ayant été hospitalisé récemment à Toulouse et pour lequel Jean-Christophe Lagarde semblait très préoccupé ces derniers temps.

Dans l'entourage du président de l'UDI, lors de récents échanges en visioconférence, personne ne semble avoir observé chez lui un état particulièrement dépressif. Si le contexte familial semble particulièrement compliqué, son épouse a pourtant nié tout débordement ou acte de violence de la part de son mari lors de cette soirée. Une dispute serait à l'origine de cette soirée confuse. Jean-Christophe Lagarde serait rentré tardivement de l'Assemblée, probablement « *épuisé* », souligne Hervé Marseille. Les policiers auraient saisi l'occasion de la détention d'armes pour emmener l'homme politique dans les locaux de la police judiciaire du 93.

Amateur de tir sportif

Pratiquant le tir sportif, les forces de l'ordre ont en effet trouvé deux armes de poing de calibre 9 mm et des carabines de catégorie B. Aurait-il utilisé l'une d'elles pour menacer de se suicider ? « *Les services de police ont peut-être pris peur en trouvant des armes au domicile...* » fait comme hypothèse l'avocat du député, Me Yvon Goutal, à l'AFP. Mais, pour lui, ce sont des armes « *qui sont régulièrement détenues dans le cadre de la pratique du tir sportif* ». Il indique par ailleurs n'avoir eu connaissance « *d'aucune rumeur de violence, ni d'armes illicites* ». C'est au vu des auditions que la procureur de la République de Bobigny, Fabienne Klein-Donati, a décidé de poursuivre l'enquête en préliminaire.

Jeudi, les amis du président de l'UDI misaient sur une évolution positive de la situation sitôt qu'il se serait « *reposé* ». Le placement en garde à vue de Jean-Christophe Lagarde a provoqué une vague de stupéfaction et de tristesse au sein de l'UDI. Plusieurs élus lui ont transmis spontanément des vœux de prompt rétablissement sur la boucle WhatsApp du mouvement.

Période d'interim

Pour Louis Giscard d'Estaing, l'un des vice-présidents de l'UDI, le caractère « *personnel et privé* » de cette affaire ne devrait pas avoir d'impact sur le fonctionnement du parti. Pour lui, il n'y a « *aucun lien* » entre ces faits et le mouvement politique. Lequel est « *structuré* » et dispose d'« *instances collégiales* » permettant d'assurer la continuité de son action au cas où Jean-Christophe Lagarde ne pourrait plus assurer, « *ponctuellement* », sa mission de président du parti centriste. Si une période d'intérim devait être envisagée, les noms d'Hervé Marseille et d'Olivier Henno, sénateur du Nord, secrétaire général de l'UDI, sont évoqués.